

APHG
Assemblée Générale de l'APHG

Commission pédagogiques nationale des Lycées professionnels
Sorbonne 30/11/13

Présents : Angélique Deffontaine (Nord-Pas de Calais) ; Vincent MAGNE (Champagne-Ardenne).

Excusée : Sabine Dumont (Nord-Pas de Calais)

La commission Lycée Professionnel de l'APHG s'est réunie en Sorbonne et a évoqué dans un premier temps la réunion mi -octobre avec l'Inspecteur Général d'Histoire et de Géographie Michel **Hagnerelle**, qui à cette occasion nous avait rappelé les conditions dans lesquelles s'était déroulé le processus d'aménagement des programmes de Première et de Terminale Bac Pro.

Il nous a d'abord rappelé que l'Histoire-géographie a une place relativement privilégiée au sein des LP puisque que **toutes les classes du LP** à tous les niveaux disposent d'Histoire- Géographie. Les élèves de Bac Pro sont les seuls à avoir au cours de leur cursus deux examens terminaux écrits dans nos matières. De plus il a indiqué que les deux premières sessions d'examens ont pu montrer que la première partie de l'épreuve posait de réelles difficultés à nos élèves : la moyenne de cette question sur 9 points se situant au niveau national en dessous de 3 sur 9. Michel Hagnerelle nous a informés qu'une réflexion était en cours pour modifier quelque peu la structure de cette première partie pour les sessions suivantes.

Concernant **les aménagements** en vigueur depuis cette rentrée, la commission LP reconnaît le bien-fondé d'une telle initiative, car il est vrai qu'auparavant la lourdeur et la densité des programmes les rendaient difficilement réalisables en tenant compte des nombreuses disparités locales tant au niveau des horaires, des conditions de travail, et des stages..

Cependant, nous regrettons malgré tout certains choix **dans ces allègements**. Par exemple en Terminale, la suppression de la référence à l'isolationnisme dans la question sur les États-Unis nous paraît plus que dommageable au vu de l'intitulé du suet d'étude. En géographie, nous restons persuadés qu'il valait mieux garder la question des mobilités en changeant la situation sur la France en été, et au contraire supprimer (voire regrouper) les sujets 2 et 3.

Concernant **la classe de première**, notre réflexion a porté essentiellement sur le programme d'histoire, où si nous nous félicitons de la suppression d'un sujet (en fait transformé et basculé en Éducation civique). Le sujet intitulé « *De l'état français à la IV^e République* » paraît dès lors isolé dans l'architecture du programme de l'année : « *État et société en France depuis 1850* ». La commission LP suggère que dans la cadre de la Refondation des programmes, il conviendrait plutôt d'envisager une question « *Les Républiques en France au XX^e* » (III^e, IV^e et V^e) qui comprendrait les questions sociales et économique : être ouvrier ; les femmes et le fait religieux.

Cela nous a amené à **quelques remarques d'ordre plus général**. En effet, ces aménagements en 3^e, LP, LEGT doivent mettre en lumière qu'une réflexion doit être menée sur le lien entre les différents programmes. La question de **l'Europe** est, en ce sens, éclairante. Les programmes de LP considèrent que beaucoup de connaissances sont déjà acquises par nos élèves les années précédentes, or ce n'est pas vrai. De plus en plus, nous sommes confrontés à des classes très hétérogènes, avec des élèves en grande souffrance, ou en situation d'échec après le collège, des élèves arrivés en France récemment relevant des dispositifs FLE, et quelques élèves correspondant au niveau attendu et ayant ces prérequis. Nous sommes bien conscients de la difficulté d'envisager des questions au programme qui ne donne pas l'impression de redites des années précédentes à ces élèves. Nous regrettons également qu'il y ait des disparités entre les académies dans le discours des IEN concernant les « attendus quantitatifs » dans les contenus de ces programmes dans l'optique de l'examen.

La commission LP a ensuite évoqué les contenus susceptibles d'être intégrés au nouveau site web de l'APHG : propositions de séquences, ou de projets menés dans les LP.

Enfin nous avons évoqué la situation des formations de master Enseignement en Lettres-Histoire qui comme à l'université d'Artois sont menacés disparaître, soi-disant faute de candidats, ce qui nous inquiète. Il faut à notre avis maintenir de telles formations pour garantir à nos élèves de LP des professeurs bien formés aux spécificités de leur cursus.

Vincent Magne , responsable de la commission des LP